



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Rapport

**Mission d'évaluation du projet DEV 10727.0
« Vivres pour l'Éducation en milieu rural »
1^{er} janvier 2008 – 31 décembre 2012**

**Jean-Pierre Silvéreano-Vélis,
Consultant
Djibouti, mai 2012**

Table des matières

Acronymes	3
Introduction	4
Description résumée du projet.....	4
Stratégie du Projet	5
Méthodologie de l'évaluation	6
Constats	6
Pertinence	6
Efficacité	6
Atteinte des objectifs	6
Ciblage	9
Efficience	10
Impact.....	12
Pérennisation	13
Recommandations	13
Annexes.....	15
Annexe 1 : Programme de la mission et personnes rencontrées	16
Annexe 2 : Bibliographie	20
Annexe 3 : Étapes de la stratégie de transition d'après la Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire.....	22
Annexe 4 : Indicateurs et principes directeurs de la Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire.....	23
Annexe 5 : Termes de Référence de la mission	25

Acronymes

AD	Autorisation de Dépense
AFD	Agence Française de Développement
ALNAP	Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action
APE	Association de Parents d'Élèves
BP	Bureau de pays
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CCA	Bilan Commun de Pays (Common Country Assessment)
CGE	Comité de gestion de l'école
CSB	Corn-soya blend (farine de maïs et de soja enrichie)
CWB	Corn wheat blend (farine de blé et de soja enrichie)
EFSA	Emergency Food Security Assessment
ESASU	Évaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence
GPE	Groupe des Partenaires de l'Éducation
IDH	Indice de Développement Humain
INA	Intrants non alimentaires
MENFOP	Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OS	Objectif stratégique
PAE	Plan d'Action de l'Éducation
PAM	Programme alimentaire mondial
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SPR	Rapport standardisé de projet
TBS	Taux brut de scolarisation
TNS	Taux net de scolarisation
UNDAF	Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'enfance
USAID	United States Agency for International Development
VCT	Vivres contre travail

Introduction

1. Le présent rapport est établi dans le cadre d'une mission d'évaluation externe réalisée à la demande du Bureau de pays du PAM. Cette mission a été effectuée à Djibouti du 14 au 31 mai 2012. Conformément aux termes de référence (TdR), l'évaluation a été entreprise plusieurs mois avant la fin du projet (DEV 10727.0 2008-2012) pour en évaluer l'impact et tirer des leçons en vue de la formation de la prochaine phase en 2013. Les performances du projet ont été établies sur la base d'un examen des activités et d'une appréciation des résultats atteints par rapport aux objectifs planifiés.
2. La mission s'est déroulée en quatre phases successives : 1/ revue de la documentation disponible ; 2/ entretiens avec le personnel du PAM, échanges avec les autorités Gouvernementales concernées aux niveaux central et décentralisé, rencontres avec différents partenaires appuyant le secteur de l'éducation à Djibouti ; 3/ visites de terrain dans deux régions couvertes par le projet (Tadjourah et Dikhil) ; 4/ réunions de restitution avec le personnel du Bureau de pays du PAM ainsi qu'avec des représentants du Gouvernement et des membres du Groupe des Partenaires de l'Éducation (Cf. calendrier de la mission et personnes rencontrées, en annexe).
3. Dans tous les aspects de son travail, la mission a bénéficié d'un esprit ouvert et coopératif tant de la part du Bureau de pays que des représentants du Gouvernement. La mission remercie toutes les personnes rencontrées pour leur assistance durant l'accomplissement de ses tâches.

Description résumé du projet¹

4. Situé dans la Corne de l'Afrique, Djibouti est un pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) dont la population était estimée à 632.000 personnes au moment de la formulation du projet (818.000 personnes d'après le dernier recensement de la population réalisé en 2009) avec une espérance de vie de 56 ans. Il était classé 148^{ème} sur 177 pays selon l'Index de Développement Humain du PNUD en 2006 (165^{ème} sur 187 pays en 2011). Le pays présente certains des indicateurs parmi les plus faibles au monde : 42% de la population vit dans un état de pauvreté extrême avec moins de 2 USD par jour, ce pourcentage culminant à 83% dans les zones rurales. Les niveaux d'analphabétisme étaient élevés, à 46%. Selon la Direction de la planification et de l'information du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (MENFOP) le taux brut de scolarisation (TBS) au niveau de l'enseignement primaire avait augmenté de 46% en 2000-2001 à 55% en 2005-2006, mais des disparités géographiques persistaient. En 2005-2006, le taux net de scolarisation primaire dans les zones urbaines était de 56%, mais seulement de 43% dans les zones rurales. Les taux de réussite de fin d'école primaire étaient également bas, avec un taux national à 68%.
5. L'évaluation commune de la sécurité alimentaire, entreprise par le PAM et le Gouvernement en 2006, avait identifié les niveaux d'insécurité saisonnière et d'insécurité alimentaire en fonction des zones de vie et avait recommandé que les programmes de cantines scolaires soient poursuivis dans les régions rurales de Djibouti. Une revue des programmes réalisée en 2007 a recommandé de concentrer ce projet sur les cantines

¹ D'après le Document de projet original et les Termes de Référence (TdR) de la présente mission.

scolaires. Suite à ces recommandations, un projet de cantines scolaires a été développé en y incorporant les résultats de l'évaluation des cantines scolaires réalisée en novembre 2007.

6. Le projet a les objectifs suivants : (i) augmenter les taux d'inscription, de fréquentation et de réussite finale à l'école primaire; et (ii) améliorer les taux d'inscription, de fréquentation et de réussite finale des filles, dans le but de réduire la disparité liée au genre. Le projet fournira un petit déjeuner ainsi qu'un déjeuner chaud à tous les écoliers de toutes les écoles primaires rurales, encourageant ainsi les parents à envoyer leurs enfants à l'école. De plus, le projet fournira des rations à emporter à la maison pour toutes les filles des classes de la 3ème à la 5ème qui assisteront à au moins 80% des jours de classe.
7. Le Document de projet indiquait que ce projet est conforme au Cadre d'Aide au Développement des Nations Unies (UNDAF 2008-2012), à l'Objectif du Millénaire de Développement 2 (MDG) visant à réaliser l'éducation primaire universelle, au Plan d'Action du Gouvernement pour l'Éducation, et aux priorités nationales du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).
8. Le Document de projet précisait qu'une stratégie nationale de "vivres contre éducation" est actuellement développée avec l'assistance du PAM. Cette stratégie est partie intégrante de la politique générale du secteur de l'éducation et servira de point d'entrée pour une remise graduelle des activités des cantines scolaires au Gouvernement.

Stratégie du Projet

9. L'aide alimentaire sera utilisée pour atteindre les objectifs immédiats suivants :
 - Augmenter les taux d'inscription, de fréquentation et de réussite finale de l'école primaire des filles et des garçons ;
 - Favoriser l'inscription et la fréquentation des filles pour réduire la disparité de genre.
10. Les résultats attendus sont :
 1. La fourniture, en temps utile, de vivres en quantité suffisante pour améliorer l'accès à l'éducation;
 2. La fourniture aux familles de rations à ramener à la maison, en tant qu'incitations à augmenter l'inscription, la fréquentation, la rétention et la réussite finale des filles;
 3. Le pilotage et la mise en place de nouvelles initiatives, y compris les projets de pêcheries et d'élevage de bétail scolaires dans les écoles choisies;
 4. La mise en place d'une stratégie nationale concernant les cantines scolaires, y compris la négociation de la remise du programme au Gouvernement.
11. Les cantines sur site et les rations à emporter seront fournies dans chacune des 65 écoles primaires rurales. Les cantines sur site fourniront un petit déjeuner, ainsi qu'un déjeuner chaud, à tous les enfants inscrits (18.000), fournissant 1.079 kilocalories par jour par élève. Des rations à emporter seront fournies aux familles des filles (4.500) des classes de la 3ème à la 5ème ayant au moins 80% de taux de présence en classe. Des vivres seront fournis en tant qu'encouragements aux cuisiniers non payés par le Gouvernement. La composition et la taille des rations sont conformes aux directives nutritionnelles ainsi qu'aux directives "vivres contre éducation" du PAM.

Composition de la ration

Tableau 1

Quantité des produits (tonnes)	Jours d'alimentation par enfant/année	Taille de la ration (gr/personne/jour)	Apport nutritionnel (Kcals)
Céréales 2.637	192	150	546
Légumineuses 571	192	30	101
Huile Végétale 855	192	15	133
Sucre 242	192	15	60
Vivres Mélangées 877	192	60	240
Sel iodisé 44	192	3	0
Total 5.226 ²	192	273	1.079

Méthodologie de l'évaluation

12. Conformément aux Termes de Référence, l'évaluation a été conduite en respectant les normes et règles du Groupe des Nations Unies sur l'évaluation, ainsi que sur les bonnes pratiques adoptées par la communauté internationale s'occupant d'évaluation (ALNAP et CAD). Les questions de l'évaluation ont cherché à fournir des informations sur les indicateurs suivants : pertinence, efficacité, efficience, impact, pérennisation.

Constats

Pertinence

13. Le projet est conforme au Cadre d'aide au Développement des Nations Unies (UNDAF). Il est aligné avec les stratégies majeures adoptées dans le pays (Document Stratégique sur la Réduction de la Pauvreté – DSRP; Initiative Nationale pour le Développement Social - INDS) ainsi qu'avec le Schéma directeur 2010-2019 adopté par le Gouvernement pour le secteur de l'éducation.
14. Les objectifs du projet sont en conformité avec l'Objectif Stratégique 4 du PAM (Réduire la faim chronique et la dénutrition) et l'OS5 (Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux). Le projet est également en ligne avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) 1, 2 et 3 qui visent à réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Efficacité

Atteinte des objectifs

15. L'examen des données des rapports standardisés du projet (SPR) et des données fournies par le Bureau de pays relatives au nombre d'élèves bénéficiaires pour les années 2008 à

² Repas sur place : 2.194 tonnes de céréales, 439 de légumineuses, 220 d'huile, 877 de vivres mélangées, 220 de sucre, 44 de sel. Rations à emporter : 613 tonnes d'huile. Encouragement pour les cuisiniers : 443 tonnes de céréales, 132 de légumineuses, 22 d'huile et 22 de sucre.

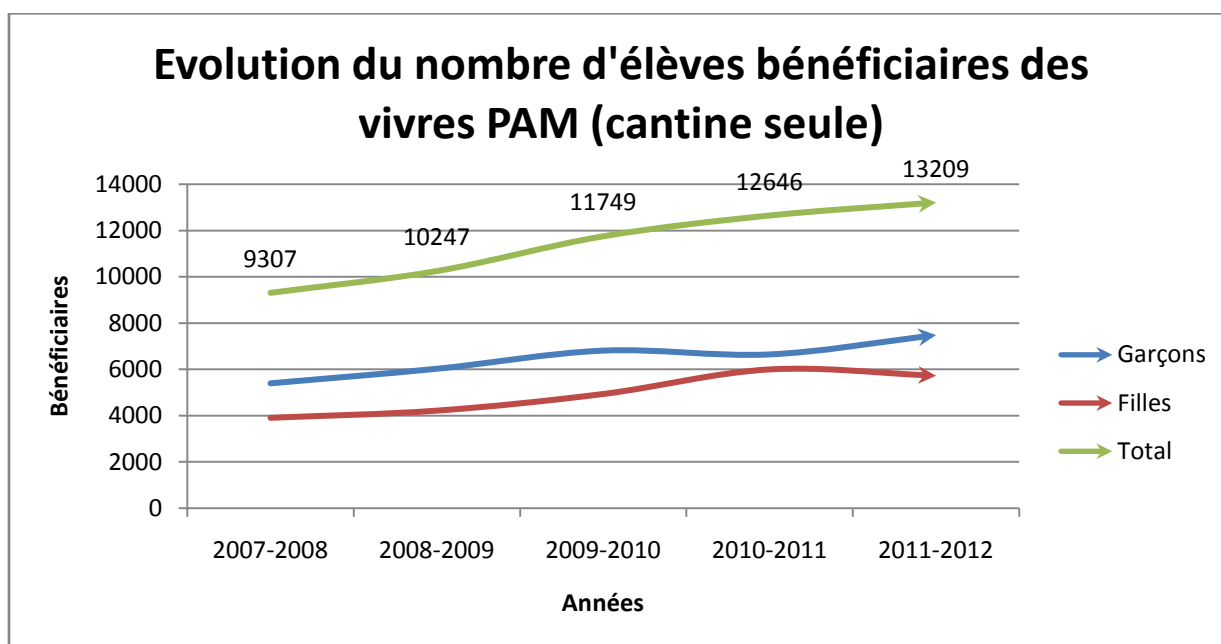
2012 montre que le projet est en voie d'atteindre pour partie les objectifs qui lui étaient assignés :

- On constate une augmentation régulière du nombre des inscriptions et un taux de fréquentation très élevé dans les écoles assistées par le PAM.
- En l'absence d'un relevé systématique de données sur toute la durée du projet, il est impossible d'apprécier l'évolution du taux de réussite finale à l'école primaire des filles et des garçons. L'adoption de ce dernier objectif dans le Document de projet initial peut cependant prêter à discussion : l'alimentation scolaire n'étant qu'un élément parmi d'autres contribuant à l'amélioration de l'environnement scolaire, il n'est pas possible d'attribuer à la seule cantine scolaire un effet direct sur les performances académiques des élèves. En revanche, en favorisant l'inscription scolaire et le maintien des élèves à l'école, la cantine scolaire peut influencer de façon significative sur le taux d'achèvement de la scolarité primaire. C'est ce dernier indicateur qu'il eût mieux valu retenir lors de la formulation du projet.
- On constate une augmentation significative de l'inscription et de la fréquentation des filles dans les écoles assistées par le PAM tendant à réduire la disparité de genre. Sur l'ensemble de la durée du projet, les filles ont représenté en moyenne environ 43% des bénéficiaires. Des efforts demeurent donc nécessaires pour parvenir à la parité visée.

16. Ces résultats encourageants doivent toutefois être pondérés, en effet :

- Le PAM appuyant la totalité des écoles primaires publiques dans les régions où intervient le projet, il est impossible d'imputer avec certitude les résultats mis en évidence aux seules cantines scolaires. Comme indiqué plus haut, d'autres paramètres influent en effet sur la scolarisation des élèves et il serait nécessaire, toutes choses étant égales par ailleurs, de faire une étude comparative avec des écoles ne recevant pas ce type d'appui. Dans l'immédiat, les conditions d'une telle étude ne sont pas réunies.
- Au cours des cinq années du projet, le nombre d'élèves du primaire effectivement bénéficiaires de l'assistance du PAM a toujours été inférieur à celui planifié :
 - le Document de projet avait fixé l'effectif initial à 18.000 bénéficiaires répartis dans 65 écoles. Or, le taux de réalisation moyen pour la période s'établit autour de 73% (à titre d'exemple, on comptait un total de 13.209 bénéficiaires répartis dans 81 écoles à la fin de l'année 2011-2012).
 - durant les 3 premières années du projet le décalage entre effectif de bénéficiaires visé et effectif atteint a été plus nettement marqué pour les filles avec un écart entre filles et garçons d'environ 17% en moyenne durant cette période.
 - au cours de l'année 2010-2011, cet écart est devenu quasi insignifiant (0,8%). Il est toutefois reparti légèrement à la hausse durant la dernière année du projet (4,3%) : en 2011-2012, 7.842 garçons ont effectivement bénéficié de la cantine par rapport aux 10.071 planifiés (soit un taux de réalisation de 74,3%) tandis que 5.727 filles ont bénéficié de la cantine par rapport aux 8.182 planifiées (taux de réalisation de 69%).

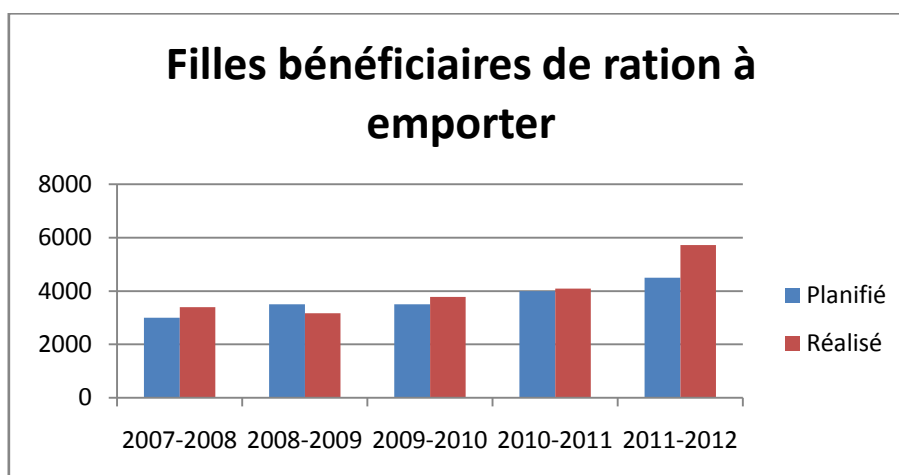
Tableau 2



- Le nombre d'élèves bénéficiaires de l'assistance du PAM ne correspond pas nécessairement aux effectifs réels des écoles assistées. La planification de la distribution des vivres du PAM est établie par le Bureau de pays à partir des effectifs des élèves du primaire déclarés par les directeurs d'école et collectés par les agents du PAM sur le terrain. Toutefois, dans la pratique on constate que :
 - o de leur propre gré, un certain nombre d'enfants enregistrés comme bénéficiaires ne mangent pas à la cantine;
 - o un certain nombre d'enfants du préscolaire, qui n'étaient initialement pas prévus par le Document de projet, sont aujourd'hui comptabilisés parmi les bénéficiaires (ils apparaissent officiellement dans les tableaux de planification du PAM à partir de 2010);
 - o dans les écoles primaires qui intègrent le niveau d'enseignement moyen (ex collège), la plupart des élèves mangent à la cantine.

17. Comme prévu par le Document de projet, des rations à emporter ont été fournies aux familles des filles des classes de la 3ème à la 5ème ayant au moins 80% de taux de présence en classe. On constate cependant que durant les 4 premières années de mise en œuvre, le nombre de bénéficiaires est resté inférieur à celui initialement prévu (4.500) et que pour la dernière année il a été largement supérieur (5.727). Tout au cours du projet, le Bureau de pays s'est efforcé de concilier ses prévisions annuelles et les effectifs dûment constatés l'année précédente afin de parvenir à un taux de réalisation équilibré, comme le montre le tableau suivant :

Tableau 3



18. Un effort doit être poursuivi pour mieux faire comprendre les raisons d'être de cette incitation spécifique à l'intention des filles des 3 dernières classes du primaire car il semble qu'une certaine incompréhension subsiste : à de fréquentes occasions lors des visites de terrain, parents et enseignants ont exprimé le souhait que la distribution de rations familiales à emporter soit étendue à toutes les filles dès la première année du primaire.
19. Considérant que la distribution de rations familiales à emporter a pour principal objectif d'encourager les familles à scolariser leurs filles jusqu'au terme de la scolarité primaire et de favoriser la parité filles/garçons, dans le cas où cette dernière a été effectivement atteinte, dans le cadre de la formulation de la prochaine phase du projet un glissement progressif de cet appui spécifique pourrait être envisagé, dans un nombre limité d'écoles et à titre expérimental, du niveau primaire vers l'enseignement moyen. En ne provoquant pas de rupture brutale de l'appui aux filles lors de leur passage de l'enseignement primaire à l'enseignement moyen, le projet aurait alors pour objectif de favoriser l'achèvement de l'enseignement fondamental pour le plus grand nombre de filles possible.

Ciblage

20. Conformément à son intitulé, le projet cible toutes les écoles primaires publiques en zones rurales de 5 régions (Arta, Ali-Sabieh, Dikhil, Obock et Tadjourah) auxquelles s'ajoutent 2 écoles en zone périurbaine de Djibouti-ville. Les écoles urbaines de Djibouti-ville ne sont pas assistées par le PAM.
21. Ce ciblage apparaît comme justifié. En effet, dans la continuité des études sur la sécurité alimentaire (EFSA 2006) qui avaient recommandé ce choix au moment de la formulation du projet, l'enquête ESASU en zones rurales de 2011 a mis en évidence que les ménages en insécurité alimentaire représentent 42% de la population rurale et que 27% se trouvent en insécurité alimentaire modérée. En conséquence, l'ESASU a reconduit les recommandations des années précédentes, notamment :
- S'assurer que les activités à long terme du programme national de développement complètent les opérations en supportant l'éducation, la formation technique des adultes et les interventions liées à la nutrition;

- En même temps que l'aide est fournie, promouvoir les investissements à long terme dans l'éducation et la création d'emploi afin d'améliorer les capacités de la main d'œuvre et au final, réduire le chômage et le recours aux moyens de survie préjudiciables.

Efficienne

22. Conformément à un Plan annuel de travail cosigné par le PAM et le Gouvernement, le projet est mis en œuvre par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFOP), les parents d'élèves (APE et CGE) et d'autres partenaires (Ministère de la Promotion de la Femme, agences des Nations Unies, membres du GPE). La stratégie de mise en œuvre et le dispositif institutionnel du projet révèlent un certain nombre de faiblesses. On observe en effet que :

- La majeure partie des opérations relatives aux vivres sont prises en charge par le PAM et ses agents déployés sur le terrain.
- Au niveau national, un service a été créé au sein du MENFOP pour assurer la supervision et la mise en œuvre des activités d'alimentation scolaire dans le pays. Ce service n'est cependant pas encore pourvu des moyens financiers, matériels et humains nécessaires pour lui permettre de fonctionner efficacement.
- Dans chacune des régions concernées par le projet, un coordinateur a été désigné au sein de chacune des DRE pour assurer le suivi des cantines scolaires. On doit noter cependant que les possibilités de suivi de la part de ces coordonnateurs sont limitées et qu'ils profitent le plus souvent des facilités de transport des agents du PAM pour effectuer des visites d'écoles.
- Au niveau des écoles, la cantine scolaire est administrée et gérée par le directeur de l'école en coopération avec l'APE ou le CGE. Les uns comme les autres n'ont cependant pas reçu de formation spécifique les préparant à la gestion d'une cantine et ne disposent pas d'un guide de référence pour la gestion des cantines scolaires adapté au contexte de Djibouti.³
- Le niveau de participation des parents à la gestion des vivres est dépendant de leurs capacités en la matière et souvent limité par un fort taux d'analphabétisme en milieu rural, particulièrement parmi les femmes.
- Les parents participent à la planification des repas (élaboration de menus hebdomadaires) et à leur mise en œuvre quotidienne (contrôle, préparation, distribution, etc.).
- Comme prévu par le Document de projet, des cuisinières (205) reçoivent des vivres du PAM en encouragement pour le travail qu'elles accomplissent (VCT). Dans toutes les écoles visitées, les CGE ont sollicité une augmentation de la ration fournie aux cuisinières dont l'équivalent monétaire reste éloigné du salaire payé par le Gouvernement pour la même tâche.⁴
- La contribution des parents en ressources additionnelles est marginale, voire inexistante, principalement en raison du contexte d'extrême pauvreté et de vulnérabilité dans lequel le projet intervient.

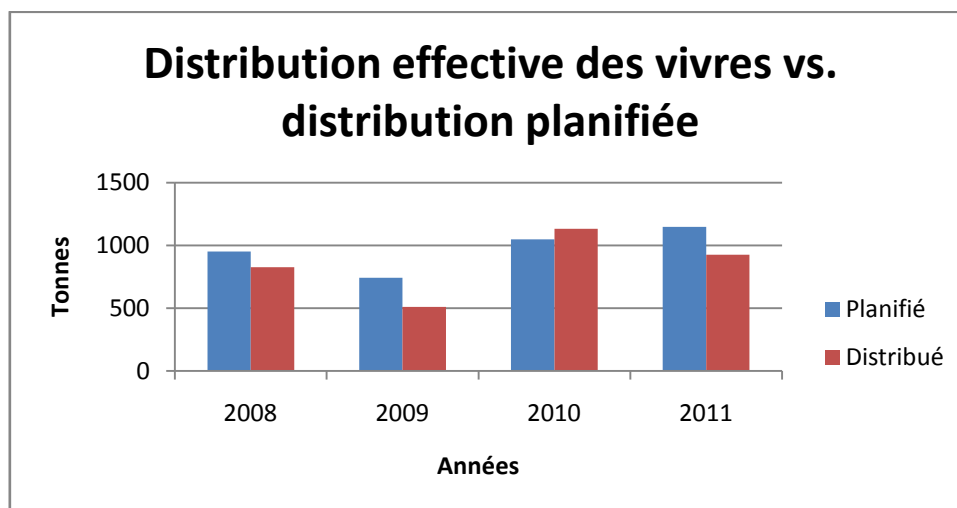
³ Le PAM a organisé des formations à l'intention des directeurs d'école et des cuisinières portant sur la gestion du stock et la préparation des repas.

⁴ Selon le prix moyen des denrées constaté sur le marché au moment de la mission, la ration fournie par le PAM équivaut à environ 11.080 DJF. Le salaire mensuel versé à une cuisinière par le Gouvernement est de 40.000 DJF.

- Le partenariat avec d'autres agences des Nations Unies (UNICEF, FAO, OMS) ou des organisations membres du GPE n'a jusqu'à présent pas abouti à l'élaboration de plans d'opération conjoints permettant une mise en œuvre concertée du Paquet Essentiel Éducatif (PEE)⁵ dans les écoles assistées par le projet. C'est ainsi qu'un certain nombre d'activités complémentaires prévues par le Document de projet (pêcheries scolaires, jardins scolaires, mise en place d'un programme d'éducation sur la qualité et l'hygiène de l'eau, la santé, la nutrition et la prévention du VIH/SIDA, etc.) n'ont pas été menées, ou bien de façon limitée par le PAM seul, sans partenariat avec des organisations ayant des compétences dans les domaines concernés.

23. Pendant toute la durée du projet, la fourniture des vivres du PAM aux points finaux de distribution (écoles) s'est faite de façon satisfaisante, sans rupture de stock et en temps voulu. Bien que la quantité de vivres distribuée ait été parfois inférieure à la quantité planifiée, il ne semble pas que cela ait eu un impact significatif sur les résultats du projet.

Tableau 4



24. Comme pour tout projet de cantine scolaire du PAM, la composition de la ration alimentaire, établie en fonction de son apport nutritionnel, a été précisée dans le Document de projet (Cf. Tableau 1 en page 6). L'observation de la mise en œuvre du projet au niveau des écoles appelle les commentaires suivants :

- En accord avec les Directions générales de l'Éducation (DRE), les directeurs d'écoles combinent 3 sources d'appui aux cantines scolaires (vivres du PAM, Autorisations de

⁵ Le paquet essentiel éducatif (PEE) est un ensemble d'interventions essentielles visant l'amélioration de l'environnement scolaire en vue d'un meilleur apprentissage, d'un meilleur état nutritionnel et de santé des élèves. Le PEE a été défini par le PAM en partenariat avec l'UNICEF et a fait l'objet, en 2005, d'un Mémoire d'Entente (MoU) entre les deux agences définissant les conditions de sa mise en œuvre dans les écoles assistées. Les services du PEE comprennent, outre l'alimentation scolaire, le déparasitage systématique des élèves, la construction de latrines séparées pour les garçons et les filles, l'installation de foyers améliorés dans les cuisines des écoles à cantine, l'éducation à la santé, l'hygiène et la nutrition, l'adduction de l'eau potable, la promotion de l'éducation des filles, l'introduction des jardins scolaires, la distribution des micro nutriments, l'éducation préventive au VIH/SIDA, la prévention du paludisme par la promotion et la distribution de moustiquaires imprégnées et le suivi socio-psychologique des élèves. Ces services sont à prioriser selon les besoins et les problèmes identifiés dans les pays où le PAM et l'UNICEF ont des interventions dans le secteur éducatif.

Dépense du MENFOP et Fonds spécial de la Présidence) pour organiser la cantine dans leur établissement dans la limite des ressources disponibles.

- Dans toutes les écoles visitées, la quantité de vivres à utiliser quotidiennement n'est pas déterminée conjointement par le directeur d'école et un représentant du CGE à partir des effectifs d'élèves effectivement présents dans l'école (nombre censément connu à partir du registre d'appel du jour) mais en fonction du menu du jour et du nombre de bénéficiaires arrêté pour toute l'année. La notion de ration individuelle, et a fortiori son établissement en fonction de sa valeur nutritionnelle, n'est ni intégrée ni appliquée.
- Dans le cas d'écoles qui accueillent à la fois enfants du préscolaire, élèves du primaire et élèves de l'enseignement moyen (ex-collège), tous les enfants sans distinction bénéficient de la cantine.
- Dans de nombreuses écoles, 3 repas quotidiens sont servis aux enfants (petit-déjeuner, déjeuner et dîner pour les enfants restant dormir au dortoir) alors que le PAM ne fournit des vivres que pour les 2 premiers.

Impact

25. Si les quantités de vivres distribuées par le PAM dans les écoles, calculées sur la base de la ration alimentaire individuelle et le coefficient des effectifs communiqués par les directeurs d'école, ne correspondent pas au nombre de bénéficiaires effectifs, cela implique que :

- soit un excédent de vivres est fourni dans un certain nombre d'écoles par rapport aux bénéficiaires réels si ces derniers sont moins nombreux que le nombre planifié;
- soit la ration individuelle est réduite (sans considération de sa valeur nutritionnelle) afin de fournir un repas à un plus grand nombre d'élèves que prévu (cas des écoles en zone rurale intégrant le cycle moyen, par exemple).⁶

Dans les deux cas, lors de la prochaine phase du projet, il sera nécessaire de procéder à des contrôles réguliers et d'effectuer des ajustements autant que de besoin afin de concilier planification et réalisation effective.

26. Des faiblesses et des dysfonctionnements dans la mise en œuvre du projet au niveau des écoles constatés ci-dessus, il ressort qu'une appréciation quantitative des résultats de l'intervention du PAM à partir d'indicateurs objectivement vérifiables est en partie biaisée et que la mesure objective de l'impact du projet est pour l'instant hors d'atteinte.

27. En revanche, toutes les appréciations subjectives formulées par l'ensemble des parties prenantes du projet convergent pour confirmer une estimation qualitative très positive de l'impact des cantines scolaires, résumée par une formule *a contrario* : "Si la cantine ferme, les élèves ne viennent pas et, à terme, c'est l'école qui ferme".

⁶ La mission a visité des écoles vers la fin de l'année scolaire, au moment où celles-ci étaient sur le point de fermer. Le fait que dans les magasins de la plupart d'entre elles subsistait un reliquat de vivres donne à penser que c'est le premier cas qui l'emporte. A noter que, interrogés sur l'utilisation prévue de ces reliquats, plusieurs directeurs d'école ont indiqué qu'ils comptaient le partager entre les cuisinières.

Pérennisation

28. Le document de projet prévoyait qu'une stratégie nationale de vivres contre éducation serait développée par le Gouvernement avec l'assistance du PAM et servirait de point d'entrée pour une remise graduelle des activités de cantines scolaires au Gouvernement.
29. Le Gouvernement de Djibouti accorde une grande importance aux cantines scolaires parmi les éléments qui favorisent l'accès et le maintien des élèves dans le système scolaire. Cette importance se traduit notamment par l'attribution d'une ligne budgétaire pour les cantines scolaires dans le budget du MENFOP. Toutefois, ce budget demeure encore limité (de l'ordre de 150.000 USD en 2011-2012). Ce budget régulier est complété par le Fonds spécial de la Présidence (Fonds de secours et de solidarité nationale) dont une partie est consacrée à l'appui aux cantines scolaires couvrant l'enseignement primaire jusqu'au lycée.
30. Malgré ces points positifs, en l'absence d'une politique nationale en matière d'alimentation scolaire, aucun pas n'a été fait jusqu'à présent en vue d'une stratégie de remise graduelle des activités de cantines scolaires au Gouvernement.
31. Durant la période d'exécution du projet, le PAM a connu deux modifications majeures :
 - L'année 2008 a été marquée par un changement majeur dans l'approche globale du PAM en le positionnant comme une **agence d'assistance** alimentaire - avec une dimension multiforme et mieux insérée dans le paysage du développement - et non plus comme une **agence d'aide** alimentaire, aux contours et mandats plus limités. Dans cette perspective, le Plan stratégique 2008-2011⁷ (prolongé en 2009 jusqu'à 2013) porte une attention soutenue à l'Objectif Stratégique 5 : "Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux". L'un des buts de l'OS5 est ainsi formulé : "Renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim";
 - En 2009, le Conseil d'administration du PAM a approuvé une Politique en matière d'alimentation scolaire⁸. Cette politique inclut 8 principes directeurs (associés à des indicateurs) auxquels devraient se référer tout programme d'alimentation scolaire (Cf. annexe 3). La situation de Djibouti par rapport à ces 8 principes situe ce pays au niveau 1 (sur 5) des étapes nécessaires pour réaliser une transition vers la prise de responsabilité du Gouvernement (Cf. annexe 2).

Recommandations

32. Se basant sur la performance encourageante du projet dans les écoles primaires, la perspective d'une assistance étendue du PAM dans les niveaux pré et post primaires devrait être prise en considération lors de la formulation de la prochaine phase du projet. Le projet renforcerait son efficacité en ne se limitant plus au seul enseignement primaire, mais en fournissant un appui à l'enseignement fondamental à Djibouti, du préscolaire à la 9^{ème} classe. Cet appui semble particulièrement justifié pour les filles qui bénéficient d'une

⁷ WFP/EB.A/2008/5-A/1/Rev.1

⁸ WFP/EB.2/2009/4-A

incitation spécifique dans les 3 dernières classes du primaire (ration familiale à emporter) mais voient celle-ci brutalement interrompue lorsqu'elles accèdent au niveau supérieur.

33. Prenant en considération les dernières enquêtes sur la sécurité alimentaire dans le pays, d'une part, et les ressources disponibles, d'autre part, le ciblage actuel sur les seules zones rurales et la zone périurbaine de Djibouti-ville devrait être reconduit lors de la prochaine phase du projet.
34. Afin de renforcer l'impact de l'appui du PAM aux cantines scolaires, le Bureau de pays devrait chercher à opérationnaliser son partenariat avec d'autres partenaires intervenant dans le secteur de l'éducation à Djibouti (particulièrement l'UNICEF, la FAO, l'OMS et le projet AIDE d'USAID) afin de permettre la mise en œuvre effective du Paquet Essentiel Éducatif (PEE) dans les écoles assistées.
35. Durant la prochaine phase du projet, le PAM devrait fournir un appui technique pour le renforcement des compétences (S05) aux niveaux national et décentralisé afin d'aider le Gouvernement de Djibouti à franchir successivement les étapes nécessaires pour mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire national conçu conformément aux 8 principes directeurs pour l'élaboration de programmes d'alimentation scolaire durables et d'un coût abordable.
36. Dans la même perspective [Principe 8 de la Politique du PAM : Participation et appropriation solides de la communauté (enseignants, parents, enfants)], le Bureau de pays du PAM devrait :
 - Préparer puis diffuser un guide de gestion de la cantine scolaire adapté au contexte de Djibouti, si possible traduit dans les langues nationales;
 - Renforcer la formation des directeurs d'école et des représentants des CGE à la gestion des cantines scolaires.

Annexes

Annexe 1 : Programme de la mission et personnes rencontrées

14 – 31 mai 2012

Date	Lieu	Partenaires	Organisation	Nom	Fonction
Lundi 14 mai	Djibouti	Arrivée de la mission			
Mardi 15 mai		Briefing	PAM	Mario Touchette	CD
				Alessandro Dinucci	Chargé de Programme
				Aden Ali-Aden	Assistant Programme – Point Focal Programme Cantine Scolaire
		Briefing de sécurité	UNDSS	Omar Mayoub	UNDSS Coordinator Alternate
		Rencontre & Discussions	Présidence	Fathi Ahmed Shamsan	Directeur de Cabinet
				Ayane Hassan	Conseillère Affaires Humanitaires
Mercredi 16 mai		Rencontre & Discussions	MENFOP	Mahdi Isse	Secrétaire Général
				Mohamed Sadeck	Directeur Statistiques & Planification
				Abdi Dirir	Directeur Enseignement de Base
				Kadija Idriss	Bureau Genre
			Présidence	Ayane Hassan	Conseillère Affaires Humanitaires
			FAO	James Terjanian	Chargé de Programme
Jeudi 17 mai		Rencontre & Discussions	UNICEF	Ahmed Said	Chargé de Programme Education
			USAID	Saada Idriss Abdillahi	Education management Specialist
				Randall Martin	Directeur de Projet
				Barnabé Diarra	Mobilisation sociale
				Zahra Ali Ismael	M&E / Gender
			UE	Nicoletta Avela	Attaché Opérations
	MPF		Halo Aboubaker	Secrétaire Générale	

Vendredi 18 mai		Documentation			
Samedi 19 mai	Tadjourah	Rencontre & Discussions	PAM	Abdallah Monitor	Food Aid Monitor
				Ambiya Mohamed	Food Aid Monitor
			DRE	Chehem Mohamed Ibrahim	Inspecteur Pédagogique
				Omar Youssouf	Responsable Ressources Humaines et Financières chargé de la cantine scolaire
		Visite d'école Tadjourah 1	APE/CGE	Abdallah Laoita	Président APE
				Ali Chehem	Vice Président APE
				Assouma Mohamed	Trésorière CGE
				Omar Goura	Parent Individuel
			DIRECTEUR/EN SEIGNANT	Kamil Ali Kamil	Directeur de l'école
				Daoud Adawa	Enseignant
Dimanche 20 mai	Adaillou	Visite d'école d'Adaillou	APE/CGE	Mohamed Houmed	Président CGE
				Neima Mohamed	Trésorière CGE
				Abdallah Ibrahim	Contrôleur CGE
				Mohamed Ali Houmed	Sage du village
				Ibrahim Ali	Sage du village
				Abdo Daoud Ambassa	Parent individuel
				Ali Mohamed Aden	Membre CGE
				Kamil Ali Mahamadé	Chef du village
				Goumati Aden	Membre CGE
				Goumati Ali Solma	Membre APE
				Fatouma Ahmed	Aide Cantinière
			DIRECTEUR/EN SEIGNANT	Bouha Hamadou	Directeur de l'Ecole
				Ahmed Mohamed	Enseignant
	Randa	Visite de l'école de RANDA	CGE/CE	Hassan Ali	Sage du village
				Nasro Mohamed	Membre CE
				Hasna Mohamed	Parent individuel
				Adou Omar	Magasinier CGE
			DIRECTEUR/EN SEIGNANT	Ali Mohamed	Directeur de l'Ecole
				Hassan Mohamed	Enseignant

Lundi 21 mai	Dikhil	Rencontre & Discussions	PAM	IDIL AHMED	Food Aid Monitor
			DRE	HAMADOU ALI MOHAMED	Directeur Régional de l'Education
				RAGHEH MOHAMED	Coordinateur Cantines scolaires
	Garsadaba	Visite d'école GARSALEDABA	APE/CGE	Abdoulkader Aden Ali	Président APE
				Ibrahim Igueh	VP APE
				Ismael Hassan Laoita	SG APE
				Assia Houssein Mohamed	Controleuse APE
				Aicha Laoita Hassan	Trésorière APE
				Mohamed Houmed	SG adjoint APE
				Hassan Ibrahim	Sage du village
				Moussa Ahmed	Magasinier CGE
			DIRECTEUR/EN SEIGNANT	Abdallah Borito	Directeur de l'Ecole
				Hassan mohamed	Enseignant
				Farhan Houssein	Enseignant
	As Eyla	Visite d'école AS EYLA	APE/CGE	Ali Houmed Ibrahim	Président APE
				Mohamed Houmed	Controleur APE
				Gona Youssouf	Membre CGE/APE
				Mariam Waiss	Membre CGE/APE
				Fatto Ali Ismael	Membre CGE
			DIRECTEUR/EN SEIGNANT	Mohamed Ali	Directeur
	Dikhil	Rencontre & Discussions	DRE	WARSAMA MOHAMED	Directeur Régional de l'Education adjoint

Mardi 22 mai	Dikhil	Visite d'école SULTAN HASSAN BOKO	APE/CGE			
	Mouloud	Visite décole MOULLOUD	APE/CGE	HAWA AHMED	Membre CGE	
				Mohamed Robleh	Président APE	
				Habiba Djibril	Membre APE	
			DIRECTEUR/EN SEIGNANT	Assoweh Mohamed Sougueh	Directeur de l'école	
Mercredi 23 mai	Djibouti	Rencontre & Discussions	Ambassade du Japon	Tatsuya Ueda	Deuxième Secrétaire	
				Yasue Miyanaka	JICA Conseiller de la formulation des Projets	
			AFD	Daher Osman Karieh	Chargé de Projets	
Jeudi 24 mai		Rencontre & Discussions	OMS	Dr. Rayana Bou Haka	Représentante	
De Vendredi 25 au 29 Mai 2012 – PREPARATION DU RAPPORT						
Mercredi 30 mai	Djibouti	Débriefing	MENFOP	Excellence Monsieur Ahmed Hassan	Ministre de l'Éducation	
Jeudi 31 mai		Restitution Gouvernement & Partenaires	PAM	Groupe des Partenaires pour l'Education		
		Départ de la mission vers 20H00				

Annexe 2 : Bibliographie

Gouvernement de Djibouti

- Initiative Nationale pour le Développement Social (INDS 2008-2012), Février 2010.
- Schéma directeur 2010-2019, Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur.
- Stratégie Nationale de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle, Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur / Ministère de la Promotion de la Femme, du Bien Etre Familial et des Affaires Sociales, juin 2010.
- EDIM 2006 – Enquête Djiboutienne à Indicateurs Multiples, Rapport préliminaire, Ministère de la Santé / Ministère des Finances, de l'Economie et de la Planification, chargé de la Privatisation, janvier 2007.
- Annuaire statistique (2006-2007 à 2011-2012), Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Direction de la Planification & de l'Informatisation.
- Plan annuel de travail, Projet de Développement du PAM 10727.0 « Vivres pour l'Education dans le milieu rural » (2010, 2011, 2012), Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur / WFP.
- Rapport de suivi évaluation sur les garderies communautaires à Djibouti ville et dans les régions, Résumé pour le PAM, Ministère de la Promotion de la Femme, et du Planning Familial, Chargé des Relations avec le Parlement, 10 mai 2012.

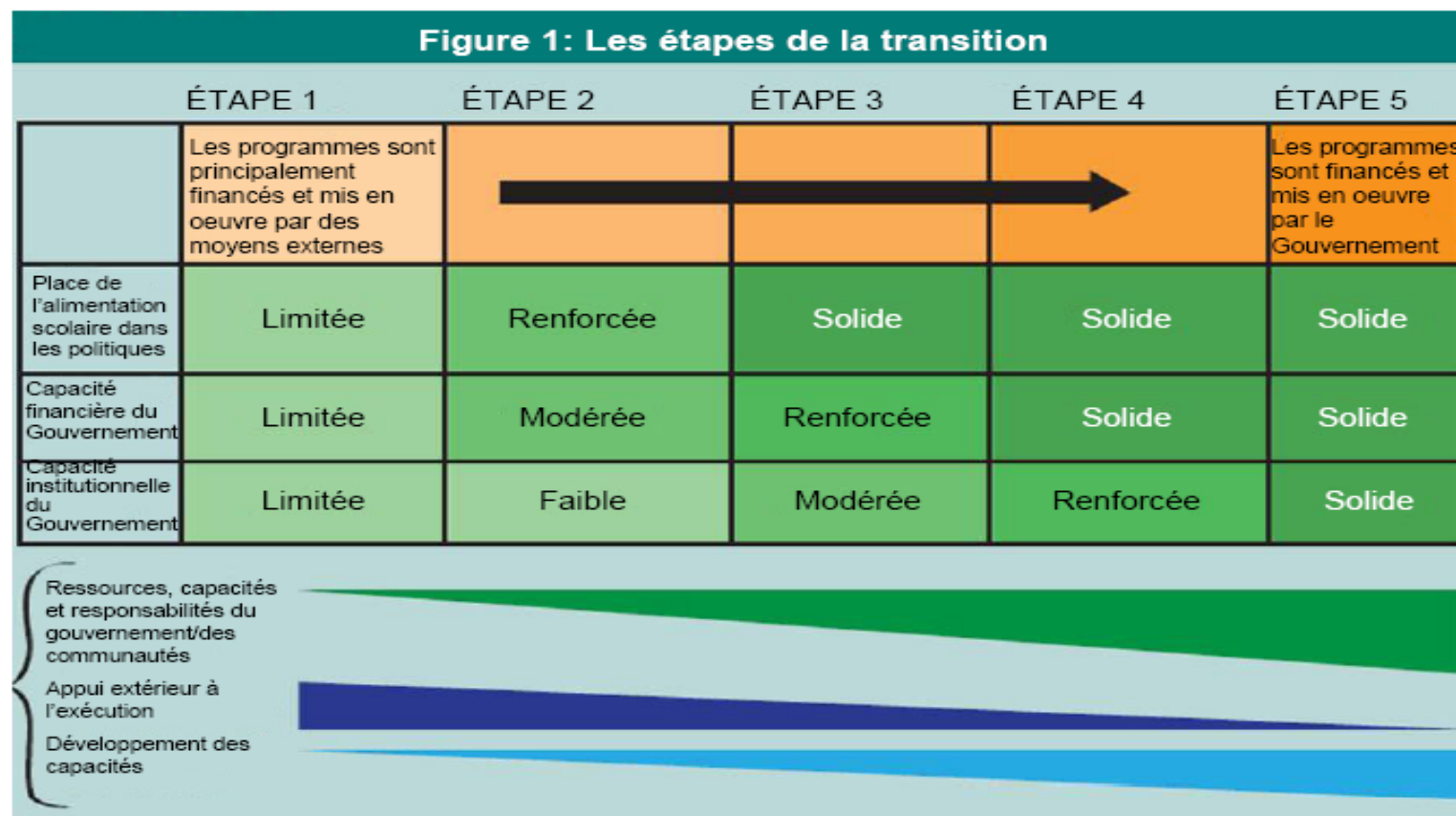
PAM

- Accord de base entre le Gouvernement de la République de Djibouti et le Programme Alimentaire Mondial ONU/FAO relatif à une assistance dudit Programme, 6 octobre 1981.
- Projet de Développement No. 10727.0 « Vivres contre Education pour Djibouti Rural ».
- Rapports standardisés du projet (SPR) de 2008 à 2011.
- Rapports et tableaux de Suivi&Evaluation des cantines scolaires du Bureau de pays et des sous-bureaux de Dikhil et Tadjourah.
- ESASU partielle, juillet 2010
- ESASU urbaine, Février 2011
- Rapport sur les marchés urbains, Février 2011
- ESASU en zones rurales, Juillet 2011
- Djibouti Livelihood Zone In-depth Emergency Food Security Assessment, September 2006.
- Evaluation technique de la composante alimentation scolaire du projet de développement 10385.0, Novembre 2007.
- School Feeding Questionnaire, April 2012.

Agences de Nations Unies et autres partenaires de l'Education

- Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF) 2008-2012, Juin 2007.
- Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD) 2013-2017.
- Bilan Commun de Pays (CCA), 17 janvier 2012
- Plan d'Action du Programme Pays entre le Gouvernement de Djibouti et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance pour la période 2008-2012, UNICEF, Décembre 2007.
- Le système éducatif djiboutien, Diagnostic sectoriel et perspectives pour la politique éducative, Agence Française de Développement, Avril 2009.

Annexe 3 : Étapes de la stratégie de transition d'après la Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire



Annexe 4 : Indicateurs et principes directeurs de la Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire

INDICATEURS ASSOCIES A CHAQUE PRINCIPE DIRECTEUR

Principe 1: Viabilité à terme
Indicateur 1: le programme comporte une stratégie de transfert de responsabilités qui prévoit des étapes, des objectifs en matière de calendrier et des critères de réalisation.
Principe 2: Alignement satisfaisant sur les politiques et programmes nationaux
Indicateur 1: la stratégie nationale de réduction de la pauvreté fait état de l'alimentation scolaire à titre d'intervention de protection sociale et d'éducation.
Indicateur 2: les politiques et stratégies sectorielles font état de l'alimentation scolaire à titre d'intervention de protection sociale liée à l'éducation et à la nutrition (plan sectoriel pour l'éducation, politique de nutrition, politique de protection sociale).
Indicateur 3: il existe une politique spécifique pour l'alimentation scolaire ou associée à la santé et à la nutrition à l'école, qui définit les objectifs, la justification, la portée, l'élaboration et le financement du programme.
Principe 3: Financement et budgets stables
Indicateur 1: il existe une ligne budgétaire consacrée à l'alimentation scolaire et un financement public, outre les budgets de financement de l'alimentation scolaire et les fonds extrabudgétaires accordés par le PAM ou les ONG.
Indicateur 2: le financement des donateurs – qu'il passe par le gouvernement, le PAM, les ONG ou autres – est stable et, si possible, pluriannuel, afin d'assurer la couverture des besoins des programmes d'alimentation sans rupture d'approvisionnement.
Indicateur 3: les structures du district, de la région et du pays incluent l'alimentation scolaire dans leurs budgets et leurs plans annuels.
Principe 4: Programme axé sur les besoins, économiquement rationnel et bien conçu
Indicateur 1: le programme présente des objectifs et des justifications appropriés qui correspondent au contexte et au cadre politique.
Indicateur 2: le programme répond à des besoins et définit des groupes cibles et des critères de ciblage appropriés, qui correspondent à ses objectifs et son contexte.
Indicateur 3: le programme prévoit des modèles d'alimentation scolaire appropriés et des modalités d'approvisionnement et un assortiment alimentaire (y compris l'enrichissement en micronutriments et le déparasitage) adaptés au contexte, aux objectifs, aux coutumes et aux goûts locaux, aux aliments disponibles sur place, aux coûts et au contenu nutritionnel.
Principe 5: Solides dispositifs institutionnels d'exécution, de suivi et d'obligation redditionnelle
Indicateur 1: une institution nationale est chargée de mettre en œuvre l'alimentation scolaire.
Indicateur 2: au sein de cette institution nationale, un service spécifique est chargé d'assurer la gestion d'ensemble de l'alimentation scolaire au niveau central; il dispose d'effectifs, de moyens et de connaissances suffisants.
Indicateur 3: il existe des effectifs et des moyens suffisants pour la gestion et l'exécution au plan régional.
Indicateur 4: il existe des effectifs et des moyens suffisants pour la gestion et l'exécution au plan des districts.
Indicateur 5: il existe des effectifs et des moyens suffisants pour la gestion et l'exécution au niveau des écoles.
Indicateur 6: un système de suivi et d'évaluation doté de moyens suffisants est en place et fonctionne; il s'intègre dans les structures de l'institution de tutelle et il est utilisé pour la mise en œuvre et le retour d'informations.
Indicateur 7: l'approvisionnement et la logistique sont organisés autour des achats locaux dans la mesure du possible, compte tenu des coûts, des capacités des responsables de l'exécution, de la capacité de production du pays, de la qualité des aliments et de la stabilité de la filière d'approvisionnement.

Principe 6: Stratégie de production et d'approvisionnement locaux
Indicateur 1: une étude de faisabilité analysant les perspectives d'accès des petits paysans aux marchés est prévue.
Indicateur 2: l'approvisionnement et la logistique sont organisés à partir d'une analyse de la demande et de l'offre et font appel, aussi souvent que possible, à un approvisionnement aussi local que possible; une stratégie d'intégration progressive des petits paysans est en place.
Indicateur 3: des dispositions sont prises pour assurer la qualité et l'hygiène des denrées alimentaires.
Indicateur 4: la stabilité de l'approvisionnement est prise en compte et des mesures d'urgence sont prévues en cas de rupture de la filière d'approvisionnement.
Principe 7: Partenariats et coordination intersectorielle solides
Indicateur 1: l'alimentation scolaire est associée à d'autres programmes ou activités concernant la santé et la nutrition ainsi que la protection sociale en milieu scolaire.
Indicateur 2: il existe un dispositif de coordination intersectoriel pour l'alimentation scolaire qui est opérationnel et intègre tous les intervenants de l'institution.
Indicateur 3: le programme est conçu et mis en œuvre en partenariat avec tous les secteurs concernés, les organismes internationaux, les ONG, le secteur privé et les acteurs économiques locaux.
Principe 8: Participation et appropriation solides de la communauté (enseignants, parents, enfants)
Indicateur 1: la communauté a participé à la conception du programme.
Indicateur 2: la communauté participe à la mise en œuvre du programme.
Indicateur 3: la communauté contribue (dans la mesure du possible) à fournir les ressources du programme.

Annexe 5 : Termes de Référence de la mission

Title: Evaluation of DEVELOPMENT Project No 10727.0 "Food for Education in Rural Djibouti".

1. Background

1. A Country context

Djibouti is located in the Horn of Africa and is classified as a least-developed, low-income and food-deficit country. Its population of 818,000 people has an average life expectancy of 56 years. The 2011 UNDP Human Development Index ranked Djibouti 165 out of 187 countries. The country has some of the poorest social indicators in the world; 42 percent of the population live in absolute poverty, on less than US\$2 per day, with the highest incidence in rural areas at 83 percent. Global acute malnutrition (GAM) among children under five was measured at 10 percent in 2010 (8.5 percent in urban areas, and 11.4 percent in rural areas), down from 16.8 percent in 2007. However, the national rate of stunting, caused by chronic malnutrition, increased significantly from 21.8 percent in 2007 to 30.8 percent in 2010. Two-thirds of the population live in urban areas and 58 percent in the capital. The remainder lives in small towns or as nomadic pastoral herders in the rural areas.

Djibouti's climate is hot and dry; most of the country receives less than 200 mm of rainfall per year. This hinders agricultural production which accounts for only 3 percent of GDP. The country compensates for the gap by importing 90 percent of its food requirements. But high food prices have taken their toll on the most vulnerable groups with staple food prices at 80 percent above the five-year average. In addition, the country has been experiencing successive droughts over the last few years, with the most recent shock being the 2011 Horn of Africa drought affecting over 11 million lives in the region, including 120,000 people in rural Djibouti. Traditional coping mechanisms of nomadic herders, such as migration to lower land of pasture and water, as well as the sale of assets have been stretched to the limit by the current drought.

The country is relatively peaceful and has received an increasing influx of refugees from unstable areas of nearby Somalia. Currently, Djibouti is home to 18,500 refugees which are settled in the Ali Addeh camp. All of these shocks continue to place the country in a situation requiring urgent and increased relief and early recovery support.

As to the education sector, the Gross Enrollment Rate at the primary level reached 71 percent (67 percent for girls) in 2008/2009 compared to 52 percent in 2003/2004, according to the Planning Department of the Ministry of Education. At the middle school level, girls' enrollment increased from 24 percent in 2003/2004 to 45 percent in 2008/2009. In 2008/2009, 86 percent of the 100,000 students in school were enrolled at the basic education level. Dropout rates have decreased overall. However, the dropout rate of 1.6 percent for girls is still greater than that of boys (0.8 percent).

Progress on improving the management and efficiency of the education system has been more mixed. Almost all schools now have a Parents Association or a School Management Committee. A surprising 90 percent of teachers have received in-service training between 2006 and 2009. However, non-salary recurrent expenditures have reached only 9.2 percent of the Ministry of Education's budget in 2009, from a baseline of 6.6 percent in 2006 (failing to reach the Ministry's 15 percent target), meaning teacher wages still dominate expenses. The education sector remains a government priority, receiving 23.3 percent of the state budget in 2009 (or 8.4 percent of GDP), very high relative to comparable countries. Investments in school infrastructure are bearing fruit but disparities remain. The current percentage of schools with electricity in urban areas is 97 percent, compared to only 49 percent in rural areas. In urban areas, 92 percent of schools have access to water vs. 73 percent in rural areas. The percentage of schools with separate restrooms for girls is 79 and 75 percent respectively for urban and rural areas.

1. B WFP operations

The Development Project No 10727.0, in line with WFP Strategic Objective 4, is consistent with the United Nations Development Assistance Framework 2008-2012 and its activities are reflected in the Government's new "Master Plan for Education 2010-2019" and the national "Poverty Reduction Strategy Paper". The overall expected outcomes include: increasing enrolment; improving attendance and completion rates in primary schools, and reducing the gender gap. The project provides on-site feeding and take-home rations to 80 primary schools in rural areas of all five districts of the country. This consists of a morning snack and a hot lunch for enrolled schoolchildren. The project further provides take-home rations for all girls in grades 3 to 5 who attend at least 80 percent of the school days.

WFP's support also includes take-home rations to cooks and their families in assisted schools to ensure regular on-site feeding of pupils.

Beyond school feeding, through its PRRO 200293, WFP supports the Government of Djibouti in addressing UN Millenium Development Goals (MDGs) 1, 3 and 7. Its relief component consists of general food distribution (GFD) activities for refugees and households with compromised food security caused by drought and high food prices. In addition, supplementary feeding is provided for the moderately malnourished in the refugee camps and to the host population. Malnourished beneficiaries on anti-retroviral therapy and tuberculosis (TB) treatment also benefit from food assistance. Under the early recovery component, food assistance supports communities in the creation of assets.

These include feeder road construction which will improve access to markets and a variety of soil and water conservation activities that will strengthen resilience to shocks in targeted communities. With the PRRO, WFP also enhances the capacity of the Government, partners and communities in disaster preparedness through training.

1. C Stakeholders

A joint education donor-government technical committee meets regularly to monitor the progress in implementation of the education reform agenda and the Catalytic Fund (CF). In addition to WFP, several partners (World Bank, African Development Bank, Islamic Development Bank, France, Japan, US, and UNICEF) provide financial resources or technical support for the implementation of the education reform agenda, especially with regard to expanding access.

2. The Evaluation

2. A Evaluation Rationale

The evaluation will be undertaken few months before the end of the five year project (DEV 10727.0 2008-2012) to assess impact of the project and draw lessons for the design of the next phase in 2013. The expected users will be education sector stakeholders, including donors as well as WFP staff.

2. B Evaluation Objective

Report on work carried out and results achieved, using planned objectives and targets as the benchmark against which to assess performance.

Draw lessons for the design of the next DEV project.

2. C Scope of the Evaluation

The evaluation will last two weeks and will cover the entire project. At least two geographical areas (regions) will be selected for field visits to WFP-assisted schools.

2. D Evaluation questions/content

- Has the project attained its intended outcomes and outputs? Why?
- What lessons could be drawn from the implementation of the project?
- Is there a scope to extend school feeding to urban areas?
- Is there a scope to extend school feeding to pre-school children?
- Are there complementary measures (micronutrient fortification, deworming, etc.) that could be taken into account for the design of the next project?

3. Evaluation Method

3. A Evaluability assessment

3. B Evaluation Approach

Review of quantitative information available (Ministry of Education statistics, WFP monitoring, etc.) and qualitative inquiry: key informants interviews, focus group discussions, field visits.

3. C Phases, Timeline and Deliverable

- Literature review
- Field mission (data collection, stakeholders' consultation, etc.)
- Report writing

Timeline: 2 weeks

3. D Quality Assurance

WFP has developed an Evaluation Quality Assurance System (EQAS) based on the UNEG norms and standards and good practice of the international evaluation community (ALNAP and DAC). It sets out process maps with in-built steps for quality assurance and templates for evaluation products. It also includes checklists for feedback on quality for each of the evaluation products including the TOR. All these tools are available with OEDE. EQAS will be systematically applied during the course of this evaluation and relevant documents provided to the evaluation team.

Concerning the quality of data and information, the evaluation team will ensure systematic check on accuracy, consistency and validity of collected data and information.

3. E Budget

4. Roles and Responsibilities for the Evaluation

4. A Evaluation team

1 consultant (social scientist) with experience in similar evaluation missions.

4. B WFP stakeholders

CO's staff (school feeding focal point, head of program) will support the evaluation.

4. C Communication

Report to be disseminated with government and partners.

Annexes:

1. Bibliography
2. Operation factsheet
3. Stakeholder map
4. Reports templates and checklists
5. Job Description (JD) evaluation team
6. Map
7. Other technical annexes